

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 10

9 février 2004

S o m m a i r e

Arrêté ministériel du 27 janvier 2004 portant répartition, sur les différentes fonctions et spécialités, des 48 postes pour enseignants de l'enseignement postprimaire, restés vacants à la suite de la première session de l'examen concours de recrutement organisée en automne 2003	page 146
Administration gouvernementale – Nomination	147
Administration judiciaire – Examen de fin de stage	147
Indigénat – Naturalisations	147
Magistrature – Cour Constitutionnelle – Nominations	147
Médiateur – Nomination	147
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour Jeunes – Agréments	147
Juridictions administratives – Nominations	148

Arrêté ministériel du 27 janvier 2004 portant répartition, sur les différentes fonctions et spécialités, des 48 postes pour enseignants de l'enseignement postprimaire, restés vacants à la suite de la première session de l'examen concours de recrutement organisée en automne 2003.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de la Formation professionnelle et des Sports,*

Vu la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, notamment son article 6, sub I;

Vu la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle, notamment son article 6;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 30 juillet 2002 arrêtant le volume de recrutement en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire pour les années scolaires 2002/2003 à 2006/2007;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2003 portant répartition, sur les différentes fonctions et spécialités, du nombre total des candidats à admettre dans une carrière d'enseignant de l'enseignement postprimaire pendant l'année scolaire 2003/2004;

Arrête:

Art. 1^{er}.- Les 48 postes pour enseignants de l'enseignement postprimaire, restés vacants à la suite de la première session de l'examen concours de recrutement organisée en automne 2003, sont répartis sur les différentes fonctions et spécialités comme suit:

Carrière du maître d'enseignement technique

spécialité:	cuisinier-traiteur	1
spécialité	entrepreneur en construction	1
spécialité:	métier de la coiffure	1
spécialité:	métiers de la toiture	1
spécialité:	métier d'installateur sanitaire et/ou de chauffage	1
spécialité:	métier de mécanicien d'autos	1
spécialité:	métiers du bois	1
spécialité:	métiers du métal	1

Carrière du maître de cours spéciaux

spécialité:	secrétariat	4
-------------	-------------	---

Carrière du professeur d'enseignement technique:

Spécialité:	enseignement pour professions de santé: enseignement infirmier	1
-------------	---	---

Carrières du professeur ingénieur et du professeur de sciences de l'enseignement secondaire technique

spécialité:	photographie numérique et analogique	1
spécialité:	informatique	6
spécialité:	enseignement pour professions de santé	1

Carrière du professeur de lettres ou de sciences de l'enseignement secondaire

spécialité:	allemand	1
spécialité:	français	10
spécialité:	philosophie	2
spécialité:	mathématiques	9

Carrière du professeur d'éducation artistique	4
Carrière du professeur d'éducation musicale	1

Art. 4.- Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 27 janvier 2004.
*Le Ministre de l'Éducation nationale,
 de la Formation professionnelle et des Sports,*
Anne Brasseur

Administration gouvernementale. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 26 janvier 2004 Madame Maryse SCHOLTES, Conseiller de Gouvernement 1^{ière} classe au Ministère de l'Intérieur, a été nommée Premier Conseiller de Gouvernement avec affectation au Ministère des Travaux Publics.

Administration judiciaire. – Examen de fin de stage. – L'administration judiciaire organisera les 7 et 9 juin 2004 un examen de fin de stage dans la carrière de l'agent de probation auprès du Service Central d'Assistance Sociale (SCAS).

Indigénat.

(Publication prescrite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise)

Naturalisations

– Par loi du 13.01.2004, la naturalisation est accordée au sieur LICINA Mijaz, né le 16.02.1973 à Dolno Konjari/Skopje (Macédoine), demeurant à Kayl.

Cette naturalisation a été acceptée le 30.01.2004 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Kayl.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 13.01.2004, la naturalisation est accordée à la dame SARCEVIC Ana, née le 29.10.1962 à Donji Zovik (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven.

Cette naturalisation a été acceptée le 03.02.2004 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Niederanven.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Magistrature. – Cour Constitutionnelle. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 19 décembre 2003,

- démission honorable de ses fonctions de vice-président de la Cour Constitutionnelle a été accordée sur sa demande à Monsieur Georges KILL, avec effet au 1^{er} janvier 2004.

Par arrêté grand-ducal du 19 décembre 2003,

- Madame Marion LANNERS, Présidente de la Cour administrative à partir du 1^{er} janvier 2004, a été nommée vice-présidente de la Cour Constitutionnelle avec effet au 1^{er} janvier 2004.

Par arrêté grand-ducal du 12 janvier 2004,

- Monsieur Jean-Mathias GOERENS, vice-président de la Cour administrative, a été nommé conseiller de la Cour Constitutionnelle.

Médiateur. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 13 janvier 2004 Monsieur Marc FISCHBACH a été nommé à la fonction de médiateur.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour Jeunes. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 21 janvier 2004, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire «Letzebuerger Guiden a Scouten asbl.», ayant son siège à 5, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, pour l'exercice de son activité du service de formation au Centre Convict, sis à 5, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg et au Chalet Nicolas Rollinger à Neuhæusgen.

L'agrément est enregistré sous le numéro 200401/14.

– Par arrêté ministériel du 21 janvier 2004, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire «Péitenger Jugendhaus asbl.», ayant son siège à 1, place de la Libération, L-4756 Pétange, pour l'exercice de son activité du service pour jeunes à la Maison des Jeunes, sis à 1, place de la Libération, L-4756 Pétange.

L'agrément est enregistré sous le numéro 200401/16.

– Par arrêté ministériel du 21 janvier 2004, l'agrément limité dans le temps est accordé jusqu'au 1^{er} août 2004 à la Ville de Luxembourg ayant son siège place Guillaume, L-2090 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité pour son service pour jeunes au Jugendtreff Number One, sis à 1, place des Bains, L-1212 Luxembourg.

L'agrément limité dans le temps est accordé sous réserve de l'exécution par l'organisme gestionnaire de la condition de se conformer à l'article 2 de la loi.

L'agrément limité dans le temps prend cours le 21 janvier 2004 et est enregistré sous le numéro AL200401/12.

– Par arrêté ministériel du 21 janvier 2004, l'agrément provisoire (réf.: P200211/02) accordé le 18 novembre 2002 à l'organisme gestionnaire CIRAJ-asbl, ayant son siège 29, avenue de la Gare, L-9233 Diekirch, pour l'exercice de son activité du service pour jeunes «Dikricher Jugendhaus CIRAJ», sis à 29, avenue de la Gare, L-9233 Diekirch est prorogé pour la durée de 2 ans. La présente est adressée au gestionnaire pour lui servir de titre. La prolongation de l'agrément provisoire prend cours le 19 janvier 2004.

– Par arrêté ministériel du 21 janvier 2004, l'agrément provisoire (réf.: P200304/03) accordé le 23 avril 2003 à l'organisme gestionnaire Centre d'Information et de Rencontre pour Jeunes Echternach asbl, ayant son siège 5, rue des Redoutes L-6476 Echternach, pour l'exercice de son activité du service de jeunes «Centre d'Information et de Rencontre pour Jeunes», sis à 5, rue des Redoutes, L-6476 Echternach est prorogé pour la durée de 2 ans. La prolongation de l'agrément provisoire prend cours le 19 janvier 2004.

– Par arrêté ministériel du 21 janvier 2004, l'agrément provisoire (réf.: P200207/01) accordé le 18 novembre 2002 à l'organisme gestionnaire Centre ARI asbl. Ettelbruck ayant son siège 76, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck, pour l'exercice de son activité du service pour jeunes «Centre ARI Ettelbruck», sis à 76, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck est prorogé pour la durée de 2 ans. La prolongation de l'agrément provisoire prend cours le 19 janvier 2004.

– Par arrêté ministériel du 21 janvier 2004, l'agrément provisoire (réf.: P200307/05) accordé le 31 juillet 2003 à l'organisme gestionnaire Jugendhaus asbl. Lilo ayant son siège à 127, rte de Luxembourg, L-7373 Helmdange pour l'exercice de l'activité au «Jugendhaus "An der Sonn"», sis à 127, rte de Luxembourg, L-7373 Helmdange, est prorogé pour la durée de 2 ans. La prolongation de l'agrément provisoire prend cours le 21 janvier 2004.

Juridictions administratives. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 28 novembre 2003,

- Monsieur Jean-Mathias GOERENS, premier conseiller de la Cour administrative, a été nommé vice-président de la Cour administrative, avec effet au 1^{er} janvier 2004

- Madame Christiane DIEDERICH-TOURNAY, conseiller de la Cour administrative, a été nommée premier conseiller de la Cour administrative, avec effet au 1^{er} janvier 2004

- Monsieur Carlo SCHOCKWEILER, vice-président du Tribunal administratif, a été nommé conseiller de la Cour administrative, avec effet au 1^{er} janvier 2004.

Par arrêté grand-ducal du 19 décembre 2003,

- Monsieur Henri CAMPILL, premier juge du Tribunal administratif, a été nommé vice-président du Tribunal administratif, avec effet au 1^{er} janvier 2004.

Par arrêté grand-ducal du 19 décembre 2003,

- Monsieur Serge N. SCHROEDER, juge du Tribunal administratif, a été nommé premier juge du Tribunal administratif, avec effet au 1^{er} janvier 2004.

Par arrêté grand-ducal du 19 décembre 2003,

- Madame Martine GILLARDIN, avocat à la Cour, a été nommée juge du Tribunal administratif, avec effet au 1^{er} janvier 2004

- Monsieur Marc SUNNEN, attaché de Gouvernement, a été nommé juge du Tribunal administratif, avec effet au 1^{er} janvier 2004